Transcription de l'interview de José María Gil-Robles y Gil-Delgado (Madrid, 9 mars 2010)

Source: Interview de José María Gil-Robles y Gil-Delgado / JOSÉ MARÍA GIL-ROBLES Y GIL-DELGADO, Cristina Blanco Sío-López, prise de vue : Delphine Kiefer.- Madrid: CVCE [Prod.], 09.03.2010. CVCE, Sanem. - VIDEO (01:53.57, Couleur, Son original).

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays. Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

 $http://www.cvce.eu/obj/transcription_de_l_interview_de_jose_maria_gil_robles_y_gil_delgado_madrid_9_mars_2010-fr-e9c26dd4-36c1-4953-ad14-578cf7d29ed6.html$



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016



Transcription de l'interview de José María Gil-Robles y Gil-Delgado (Madrid, 9 mars 2010)

Table des matières

1. Formation européaniste et parcours politique et professionnel	• т
2. Interdépendances entre la transition vers la démocratie et l'adhésion de l'Espagne aux	
Communautés européenne	.4
3. Expérience en tant que député européen et président du Parlement européen	.5
4. Le rôle des parlements nationaux dans le processus d'intégration européenne, l'équilibre entre	
grands et petits pays, et l'idée d'un «noyau dur» de l'Union européenne	.7
5. Les compétences et procédures institutionnelles européennes et leurs bénéfices pour les citoyens	8
6. Politique euro-méditerranéenne et politiques européenne de l'immigration	.9
7. Les frontières du projet européen et le rythme du processus de construction européenne	10
8. La fonction de contrôle du Parlement européen, l'intégration différenciée et la relation entre	
citoyens et institutions depuis la perspective de la transparence et de la communication	11
9. L'introduction de l'euro en Espagne	13
10. Le principe de solidarité et la concrétisation d'un projet constitutionnel européen	16
11. Le patrimoine culturel européen et les éléments constitutifs d'une identité européenne commun	e
	١7
13. L'Union européenne en tant que modèle parlementaire	20
14. Le rôle de l'Espagne dans la relation entre l'Amérique latine et l'Union européenne et dans les	
processus d'intégration du sous-continent américain	20
15. Le rôle des communautés autonomes dans le processus d'intégration européenne	22
16. Contributions de l'Espagne au processus de construction européenne, et signification	
personnelle de l'idée d'Europe	22

1. Formation européaniste et parcours politique et professionnel

[Cristina Blanco Sío-López] Bonjour. Pour commencer, je tiens à vous remercier pour votre hospitalité, votre disponibilité et surtout pour le grand honneur que vous nous faites en acceptant de contribuer à ce projet.

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Merci beaucoup. J'y contribue bien volontiers car je vous trouve très aimables. De plus, à mon sens, il faut s'efforcer de faire connaître l'Union européenne le plus possible par les Européens, ce qui n'est pas chose aisée.

[Cristina Blanco Sío-López] Je voudrais d'abord vous poser cette question: qu'est-ce qui a été à l'origine de votre intérêt pour une dimension plus européenne de la politique, en particulier par rapport à l'héritage moral de votre père, à votre expérience et à votre séjour au Portugal, mais aussi par rapport à votre parcours universitaire durant l'après-guerre?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] J'ai vécu toute ma jeunesse au Portugal, depuis l'âge de 15 mois jusqu'à 18 ans. Pendant la guerre, j'ai vécu à Estoril, où régnait une ambiance très internationale: d'une part, la ville était peuplée d'enfants anglais, allemands, italiens, etc. de mon âge, de huit à douze ans et, d'autre part, on y assistait de près à l'arrivée de réfugiés d'Europe de l'Est. Les thèmes européens m'ont donc marqué dès mon enfance. Nous autres exilés, nous pensions



toujours à notre pays d'origine mais, en plus, nous voyions l'expérience des exilés d'autres pays et, d'une certaine façon, nous la partagions. Par la suite, j'ai été de plus en plus imprégné de cette perspective européenne grâce aux voyages de mes parents en Europe, à leurs contacts avec des personnalités européennes. Cette influence m'est donc venue de façon naturelle.

[Cristina Blanco Sío-López] Plus précisément, que vous a transmis votre père par rapport à ce sentiment européen?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Mon père était un homme qui vivait la politique. Chez nous, il y avait un intérêt permanent pour la politique européenne et nationale. De plus, comme nous étions au Portugal, nous vivions d'emblée la politique non pas d'un, mais de deux pays. Jusqu'au point que je considère le Portugal comme ma deuxième mère patrie: je suis beaucoup la vie politique de ce pays, je m'y sens comme chez moi et je parle portugais chaque fois que je peux. Tout ce contexte détermine une manière distincte d'envisager les relations entre pays européens. En réalité, mon père n'a pas dû beaucoup prêcher pour me convaincre; mon européanisme a plutôt été influencé par son exemple et par l'expérience de la vie.

[Cristina Blanco Sío-López] Venons-en au futur roi Juan Carlos en exil: quelles étaient vos relations avec lui sur le plan familial, personnel,...?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Estoril est une petite ville. Comme mon père faisait partie du Conseil de Juan Carlos, il était fréquent que nous rencontrions celui-ci au hasard d'une promenade et que nous le saluions. Juan Carlos sortait souvent pour aller jouer au golf. C'était un homme très affable, très ouvert avec tout le monde, y compris les enfants. Par ailleurs, chose normale pour des enfants de notre âge, nous organisions des matchs de football auxquels l'actuel roi d'Espagne et son frère Alfonso – qu'il repose en paix! – participaient également. Quand nous étions enfants, nous jouions avec les infants et d'autres membres des maisons royales, les Orléans, les Savoie,... Nos jeux étaient ceux de tous les enfants du monde. Nous baignions dans une ambiance très internationale qui nous faisait voir les choses avec naturel et ouverture.

[Cristina Blanco Sío-López] D'accord. Pourriez-vous nous confier ce que vous avez ressenti lors de la présentation, au congrès de La Haye, cinquante ans plus tard, du discours que votre père n'a pu présenter en son temps?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] En réalité, cela a été un moment très émouvant. D'ailleurs, je pense avoir réussi à transmettre mon émotion au public, à en juger par les réactions. De mon point de vue d'Espagnol, je crois que nous avons bouclé la boucle: ce discours représente l'aboutissement de ce pour quoi tant d'Espagnols ont lutté depuis les organisations du Mouvement européen et depuis les organisations clandestines dont l'objectif était la pleine adhésion au Mouvement européen. Je n'étais pas au congrès de Munich mais j'ai vécu les conséquences de la répression qui en a résulté et qui était le revers de cette médaille: une Espagne qui s'intégrait pleinement au Mouvement européen et à son orientation. J'en ai ressenti une grande satisfaction.

[Cristina Blanco Sío-López] Merci beaucoup. Je voulais aussi vous demander si vous pourriez nous toucher un mot sur le travail réalisé par les nouvelles institutions qui se consacraient aux



études européennes en Espagne, telles que le Séminaire d'études européennes de l'Athénée de Madrid – sous la coordination de José Miguel de Azaola –, le Séminaire fonctionnaliste de l'Université de Salamanque, la Ligue européenne de la coopération à Barcelone? En particulier, pourriez-vous nous parler des cours d'études européennes que vous avez suivis à l'Athénée de Madrid et nous dire dans quelle mesure cette expérience a influencé les projets que vous avez lancés plus tard en qualité de député européen et de président du Parlement européen?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Les organisations que vous avez citées mais aussi l'Association espagnole de coopération européenne – qui a également joué un rôle important et avait son siège à Madrid (dans des locaux qui hébergent encore le Mouvement européen, qui en a hérité) – ont peu à peu fait comprendre aux jeunes Espagnols que l'Europe ne pouvait se concevoir sans démocratie, que l'Europe était la démocratie d'avenir pour nos pays, dont l'Espagne. Par conséquent, lorsque nous pensions à l'avenir de l'Europe, nous pensions en même temps à celui de l'Espagne. De toutes ces organisations, l'Athénée de Madrid – qui a vu mes débuts – était probablement la plus fédéraliste. José Miguel de Azaola a toujours eu une conception très claire de l'avenir de l'Europe et entretenait d'excellentes relations avec beaucoup de gens. Je me rappelle d'un dîner que nous, membres de l'Athénée, avons partagé avec, entre autres, Denis de Rougemont, une des personnalités européennes que M. de Azaola était parvenu à faire venir en Espagne. Ces rencontres nous ont permis de nous forger une vision très actualisée de la situation. En même temps, il faut savoir que l'Athénée a commencé son travail d'études de l'Europe dans une période de crise, après l'échec du traité de défense de Paris et juste avant le traité de Rome et le traité Euratom. En d'autres termes, nous vivions la première crise européenne. C'est une bonne chose de comprendre que l'Europe est constamment en crise et qu'il est inutile de prendre peur face aux épisodes de crise successifs.

[Cristina Blanco Sío-López] Merci beaucoup. D'un point de vue plus politique, quels souvenirs avez-vous du Congrès mondial de la démocratie chrétienne à Lima en 1964, de la participation de Léo Tindemans à cet événement, et des idées et principes qui vous ont poussé à adhérer au mouvement de la Démocratie chrétienne?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Quand je me suis rendu à Lima, je faisais déjà partie de la Démocratie socio-chrétienne, une des organisations qui évoluaient en Espagne dans la clandestinité de la fin de l'époque franquiste – une période qui remonte loin, puisque nous parlons de l'année 1964 et que Franco n'est mort qu'en 1975. Pour l'Amérique latine, c'était une période de grands espoirs qui, par la suite, ont malheureusement été frustrés. Le cri de guerre des participants (péruviens) au Congrès était: «Cornejo, Frei, Caldera et Amérique latine entière». À l'époque, Cornejo incarnait le grand espoir du Pérou, un espoir qui, comme beaucoup d'autres, finira ruiné par un putsch. On pensait alors que l'Amérique latine pouvait suivre le chemin européen en formant des communautés, comme la Communauté andine. Telle était la vocation de l'Organisation démocrate chrétienne d'Amérique. Dans certains pays comme le Venezuela ou le Chili, cette orientation a pris une bonne tournure dans un premier temps. Malgré le dramatique interrègne de Pinochet, on est finalement parvenu à rétablir une démocratie au Venezuela (sic) [au Chili]; au Venezuela, nous verrons bien quand cela sera possible. Au Pérou, cela ne va pas tout seul et, dans le reste de l'Amérique latine, on y arrive petit à petit. L'ambiance d'espoir et d'exaltation de l'époque n'est toutefois plus d'actualité. C'est dans ce contexte que vous me posiez la question sur M. Tindemans. À l'époque, Léo Tindemans était un symbole de la démocratie chrétienne et de la construction européenne elle-même. Ce visionnaire était, pour nos amis latino-américains, un symbole et un exemple à suivre. Je crois que nous le vénérions tous.

[Cristina Blanco Sío-López] Pour en revenir au contexte espagnol, pourriez-vous nous expliquer



comment l'Alliance populaire est apparue pendant la transition, comment elle est devenue le Parti populaire que nous connaissons aujourd'hui? J'aimerais en particulier que vous évoquiez l'intégration du Parti populaire dans le Parti populaire européen. Comment s'est déroulée cette évolution?

José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Personnellement, je n'appartenais pas à l'Alliance populaire à l'époque de la transition. L'Alliance populaire a été formée par les «sept magnifiques», sept anciens ministres de Franco, en grande partie pour rassembler le secteur le plus continuiste du franquisme mais aussi pour promouvoir le renouveau politique représenté par l'Union du centre démocratique. Par la suite, à la dissolution de l'Union du centre démocratique, Fraga a pu commencer à poursuivre ce qui avait toujours été son objectif, c'est-à-dire la marche vers le centre politique, chose que Suárez l'avait jusqu'alors empêché de faire. Diverses étapes, comme la présidence de Hernández Mancha et le retour de Fraga, ont conduit à la refonte de l'Alliance populaire en un Parti populaire rassemblant les courants libéraux, la majeure partie des centristes de l'UCD et les groupes démocrates-chrétiens, dont certains provenaient de l'UCD et d'autres de l'extérieur. Ce processus a débouché, après l'expérience de l'Alliance populaire au Parlement européen au sein d'un groupe formé avec les conservateurs britanniques et danois, sur le choix de s'intégrer au groupe démocrate-chrétien du Parti populaire européen et d'adhérer à ce parti. Cette évolution s'est faite en deux étapes successives. Je suis arrivé juste au moment de l'adhésion au groupe du PP; l'entrée dans le Parti populaire est venue ultérieurement.

[Cristina Blanco Sío-López] Puisque nous évoquons la période de transition vers la démocratie, pourriez-vous nous parler du développement du Centre d'études communautaires, dont vous êtes le fondateur.

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Le Centre d'études communautaires a été formé par toute une série de démocrates-chrétiens, dont certains avaient appartenu à l'UCD avant sa dissolution et d'autres non. Nous étions conscients que, en vue du développement ultérieur des événements, nous devions disposer d'une association capable de maintenir les racines de la doctrine, chose que nous avons réussie, si je ne m'abuse. Je crois que nous avons fondé le Centre en 1981. Depuis lors, il a continué à exister en accord avec l'intention initiale, celle de maintenir une union de principes entre nous, quel que soit le parcours politique ultérieur des membres, et maintenir l'indépendance de l'association en comptant sur ses propres moyens et sans nécessiter de demander des fonds à un parti ni à l'État.

2. Interdépendances entre la transition vers la démocratie et l'adhésion de l'Espagne aux Communautés européenne

[Cristina Blanco Sío-López] Estimez-vous que la transition vers la démocratie en Espagne et l'intégration du pays dans les Communautés européennes étaient deux processus parallèles, les deux faces d'une même médaille? Comment perceviez-vous ce parallélisme dans un contexte de changement?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] En Espagne, la transition a été le premier pas vers l'intégration européenne. À la suite du «rapport Birkelbach» du Parlement européen, qui a été adopté tout de suite après le congrès de Munich du Mouvement européen, il est apparu clairement que l'adhésion à l'Union était impossible sans un régime démocratique. La transition était donc une étape fondamentale pour aligner le système politique espagnol sur les autres systèmes politiques



européens. Depuis le tout début, elle a été soutenue en ce sens par les grands mouvements politiques européens. La transition espagnole a été appuyée par tous les partis politiques européens en tant que mouvements politiques; le seul parti qui avait été créé en pleine transition était le PP, les autres ayant été constitués officiellement par la suite. Avant même la fin du processus de transition, l'Espagne a demandé et obtenu l'adhésion au Conseil de l'Europe, une démarche qu'on peut considérer comme une étape préalable. Elle obtiendra ensuite d'entrer dans l'OTAN puis dans la Communauté européenne, au terme de huit années supplémentaires de négociations.

3. Expérience en tant que député européen et président du Parlement européen

[Cristina Blanco Sío-López] Comment êtes-vous arrivé au Parti populaire européen? Quels projets à long terme vous occupaient lorsque vous avez commencé vos activités de député européen? Comment décririez-vous ce moment de prise de contact avec le Parti populaire européen?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] À partir de 1977, avec l'échec de la démocratie chrétienne indépendante aux premières élections démocratiques en Espagne, j'ai passé le plus clair de mon temps à rédiger des articles pour la presse, écrire des livres et m'occuper du Centre d'études communautaires. En 1989, en quelque sorte à la suite de ces activités, Marcelino Oreja m'a proposé de m'inscrire comme candidat au Parlement européen sur la liste indépendante dont il était à la tête. La perspective d'aller au Parlement européen m'a beaucoup enthousiasmée car j'avais toujours été un fervent européaniste. Quels étaient mes projets à l'époque? Je n'avais pas vraiment de projet précis mais je souhaitais, de façon générale, contribuer à l'intégration européenne. Pour devenir un vrai parlementaire européen, il faut habituellement travailler quelques années, le temps de se former et de dominer tous les mécanismes de fonctionnement du Parlement. Mon projet était l'intégration européenne et il l'est resté pendant ces quinze années [d'activité au Parlement européen].

[Cristina Blanco Sío-López] D'accord. Plus précisément, quelles personnalités clés du processus de construction européenne vous ont le plus marqué, et avec quelles idées concrètes?

José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Du point de vue philosophique, je crois que dans le courant politique où je milite, nous dépendons essentiellement de Maritain, avec quelques apports de Mounier. Nous avons tous bu à la source de Jean Monnet et nous avons tous été marqués par lui. Nous avons aussi été marqués par les pères fondateurs, Schuman, Adenauer, De Gasperi ou Spaak, qui ont tous joué un rôle déterminant. Il y a eu d'autres grandes personnalités européennes, que j'ai eu l'occasion de connaître personnellement pour certaines. Je n'ai pas connu Helmut Schmidt mais j'ai eu des contacts assez fréquents avec Valéry Giscard d'Estaing, qui n'a pas ménagé ses efforts pour promouvoir l'unification européenne. À mon époque d'activité politique au Parlement, les personnalités qui étaient sur toutes les lèvres étaient Helmut Kohl et François Mitterrand que, pour différentes raisons, j'admire. Par ailleurs, je me suis très bien entendu avec Jean-Claude Juncker, l'un des hommes politiques européens qui nourrissaient les idées les plus claires dans ce domaine. J'ai également eu d'importantes relations avec les grands politiciens de la démocratie chrétienne italienne: Andreotti, Colombo, Mariano Rumor et — qu'il repose en paix — Aldo Moro, avec qui j'ai fait la campagne de 1977; ce sont tous des hommes qui ont marqué leurs contemporains.

[Cristina Blanco Sío-López] Que pourriez-vous nous dire de votre rencontre avec Salvador de Madariaga, alors que vous n'aviez que vingt-cinq ans?



[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Je me suis rendu à Oxford pour lui porter des messages de mon père. Madariaga était un homme très ouvert, d'une ampleur intellectuelle incommensurable, et moi j'étais un novice, un jeune avocat qui venait de réussir l'examen d'agrément des Cortes. Il m'a toutefois fait l'honneur de me consacrer une heure, de me questionner sur les affaires de l'Espagne (qu'il portait dans son cœur) et sur mes opinions. J'ai évidemment fait tout mon possible pour l'interroger sur ses propres opinions. Bien sûr, je les connaissais grâce à ses livres, mais il m'importait vraiment de les entendre de sa bouche et de m'imprégner de son analyse de la réalité de l'année 1960. C'était un homme doté d'une capacité énorme de réflexion sur l'avenir.

[Cristina Blanco Sío-López] D'accord. Pourriez-vous à présent nous parler de votre expérience en tant que président du Parlement européen mais aussi en tant que député de cette institution. À cet égard, j'aimerais savoir ceci: de quels événements avez-vous tiré les enseignements les plus profonds, et de quelle réalisation êtes-vous le plus fier après quinze ans au service du Parlement européen?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] J'étais député quand j'ai vécu la chute du mur de Berlin et, par conséquent, le changement des relations internes en Europe, surtout des relations sur l'axe franco-allemand et des positions relatives, une situation qui continue à évoluer. Avec la chute du mur de Berlin, j'ai vécu le franchissement d'une étape dans la construction de la politique européenne. Je suis intervenu dans le cadre du premier des élargissements qui ont suivi ainsi que, plus tard, dans le contexte du grand élargissement. Au moment de ces élargissements, qui étaient des événements considérables, j'étais à la présidence de la Commission institutionnelle, ensuite à celle du Parlement et enfin à la présidence de la délégation auprès de la Bulgarie. En fait, la décision relative aux onze premiers pays qui allaient former la zone euro a été prise alors que j'étais président. Il en a été de même concernant la difficile nomination du premier président de la Banque centrale européenne et la mise en marche définitive de l'euro. Je pense que ce sont là des événements d'importance majeure. J'ai également assisté à la démission de la Commission Santer, une étape dans l'évolution des relations Parlement-Commission et Parlement-Conseil. En d'autres termes, j'ai eu la chance de vivre une période très riche en événements.

[Cristina Blanco Sío-López] En ce qui concerne vos réalisations ou initiatives, surtout en qualité de président, quelle est celle qui vous a le plus marqué à titre personnel?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Mon objectif était que le Parlement apparaisse de plus en plus comme un parlement des États membres, c'est-à-dire un parlement doté de capacités renforcées dans les domaines de la législation, du contrôle et du budget. Je pense avoir obtenu des progrès importants dans ces deux premiers domaines: à Amsterdam et dans les relations avec la Commission. Malheureusement, je n'ai pas atteint cet objectif au niveau des procédures budgétaires, au sujet desquelles nous continuons généralement à stagner.

[Cristina Blanco Sío-López] D'accord. Vous avez évoqué la comparaison entre les parlements nationaux et le Parlement européen. Il existe également une relation tripartite, pour la qualifier ainsi, entre le Parlement européen, les parlements nationaux et les parlements régionaux. Comment voyez-vous aujourd'hui cette relation, et comment devrait-elle évoluer pour parvenir à un équilibre positif?



[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Quand je suis arrivé au Parlement, la relation entre les parlements nationaux et le Parlement européen était pratiquement inexistante. Cette relation est née avec les Assises de Rome mais cela a été, disons, un mauvais départ car les parlements nationaux se sont sentis manipulés et nous vivions une période de certain antagonisme. Quand j'ai accédé à la présidence, cet antagonisme avait commencé à s'amenuiser, ce qui m'a permis d'entamer de bonnes relations avec les parlements nationaux. Ces bonnes relations ont ensuite été poursuivies et développées par mes successeurs. Au bout du compte, nous sommes passés à une période de collaboration, en particulier concernant les conventions. En revanche, la collaboration avec les parlements régionaux en est encore aux premiers balbutiements. Pendant ma période à la présidence, j'ai fait en sorte que la commission des affaires régionales offre deux postes d'observateur aux parlements à capacité législative, mais les législatures suivantes n'ont malheureusement pas maintenu ces postes. Dans ce domaine, nous éprouvons encore les grandes difficultés du tout début. Que pouvons-nous y faire? À mon avis, il faut approfondir cette collaboration. Le traité de Lisbonne a ouvert une voie importante qui permet aux parlements nationaux de ne pas se sentir dépossédés de leurs pouvoirs: la procédure spéciale de protection de la subsidiarité. J'espère que cette disposition aura pour effet de susciter chez certains davantage d'intérêt pour les affaires européennes. Il y a des parlements nationaux qui s'y intéressent beaucoup, comme le parlement britannique et le danois, et d'autres qui n'y accordent guère d'attention – je ne les nommerai pas. Dorénavant, j'espère que ces derniers s'intéresseront plus aux affaires européennes et feront usage de cette procédure à leur convenance. J'espère surtout qu'ils collaboreront avec le Parlement européen, comme cela s'est déjà vu au cours des périodes de présidence qui ont succédé à la mienne: avec des visites mutuelles de commissions, la participation aux travaux de ces commissions, un bon système de communication électronique, le détachement de fonctionnaires de part et d'autre, etc. Les possibilités sont vastes.

4. Le rôle des parlements nationaux dans le processus d'intégration européenne, l'équilibre entre grands et petits pays, et l'idée d'un «noyau dur» de l'Union européenne

[Cristina Blanco Sío-López] Comment percevez-vous l'équilibre des pouvoirs entre grands et petits pays du point de vue du Parlement européen?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] En réalité, au Parlement européen, les petits pays comptent beaucoup, comme dans toute l'Union européenne. J'ai l'habitude de faire une comparaison un peu cocasse: les petits pays sont les roulements du mécanisme de l'Union, les pièces qui permettent à l'Union de fonctionner sans chocs ni frictions, parce qu'ils sont beaucoup plus conscients du fait que l'intérêt commun européen ne coïncide pas avec des intérêts nationaux concrets. L'intérêt commun est un intérêt qui fond les intérêts nationaux en un intérêt distinct. C'est pour cette raison que les petits pays donnent en général de bonnes présidences et facilitent le fonctionnement de l'Union. Je n'ai jamais constaté de différence de vote entre les grands et les petits pays; les petits pays coïncident avec certains des grands pays pour leurs intérêts, et les grands avec certains des petits. Par conséquent, l'Europe est aujourd'hui formée de blocs d'intérêts et de sensibilités correspondant à de grandes régions qui recouvrent plusieurs pays. Ce sont ces blocs qui se traduisent dans les votes, pas la différence entre grands et petits pays.

[Cristina Blanco Sío-López] À cet égard, que pensez-vous de l'idée d'un «noyau dur», une *core Europe* au sein de l'Union européenne?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Je crois que le noyau dur résulte en partie d'une nostalgie des six pays fondateurs. Toutefois, les possibilités de former un noyau dur ont disparu avec l'euro.



En effet, la monnaie unique a prouvé que des pays qui n'étaient pas fondateurs pouvaient participer à l'euro au même titre que les pays fondateurs. Par ailleurs, cet épisode a démontré que le véritable noyau dur n'était qu'un noyau transitoire, c'est-à-dire une étape vers l'inclusion de tous les États membres de l'Union. Loin d'être fermé, c'est un noyau ouvert, une avant-garde qui essaie de tirer derrière elle le restant des pays de l'Union. En ce sens, ce noyau est utile, tout comme sont utiles les mécanismes de coopération renforcée; l'euro n'est pas qualifié de coopération renforcée mais il est bel et bien un système de coopération renforcée. C'est en tout cas mon avis.

5. Les compétences et procédures institutionnelles européennes et leurs bénéfices pour les citoyens

[Cristina Blanco Sío-López] Parlons maintenant de la procédure de codécision. Je voulais savoir si, à votre avis, le rôle du Parlement européen s'est renforcé au fil du temps. En pratique, comment s'est déroulée cette évolution et quelles sont les principales pierres d'achoppement concernant l'application de la codécision?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Certains secteurs du Conseil ont toujours montré des réticences face à la perte du pouvoir de veto qui se produit au moment où l'on applique la codécision et, surtout, au moment où le Conseil adopte des décisions à la majorité, même des décisions à la majorité qualifiée au lieu des décisions à l'unanimité, cas où la codécision fonctionne bien. Il y a eu une certaine méfiance suscitée par la crainte que la codécision ne soit une procédure trop lourde, impossible à concrétiser, mais cette crainte s'est avérée injustifiée. On a pu constater l'efficacité de la procédure de codécision: sur les 100 premières dispositions qui y ont été soumises, 98 ont été adoptées. Cette majorité écrasante prouve à souhait que cette procédure fonctionne bien. Bien sûr, tant le Conseil que la Commission et le Parlement ont accompli de gros efforts pour assurer son bon fonctionnement en pratique, sans quoi rien n'aurait avancé.

[Cristina Blanco Sío-López] De votre point de vue, quels sont les bénéfices de l'application de la procédure de codécision pour l'ensemble des citoyens européens?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] À mon sens, des bénéfices pratiques découlent du fait que les institutions s'habituent à chercher des consensus. Cela s'est déjà noté avec les procédures de consultation et de coopération, mais la codécision rend cette amélioration absolument nécessaire. En effet, on change de mentalité pour passer du principe d'une institution qui impose ses décisions aux autres à celui de la coopération entre elles, de la collaboration dans la recherche de l'intérêt commun. La procédure de codécision encourage beaucoup cette recherche de l'intérêt commun et encourage l'état d'esprit qui veut qu'on travaille ensemble et qu'on recherche l'entente dès le premier moment. À tel point que certaines procédures de codécision ne dépassent pas la première lecture. En d'autres termes, lorsque la procédure arrive en première lecture, il arrive que les points fondamentaux de la disposition en question aient déjà été négociés.

[Cristina Blanco Sío-López] D'accord. Tant que nous parlons du fonctionnement pratique du Parlement européen, je voudrais vous demander ce que vous pensez du système de questions appelé «procédure Santer» ou «heure des questions»?



[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] La «procédure Santer», qui a été mise en marche pendant ma présidence, présentait et présente toujours un grand avantage. D'abord, elle est actuelle. Elle permet au Parlement de connaître en temps réel les décisions de la Commission. Ensuite, elle est très vivante. Elle est beaucoup moins corsetée que les autres procédures parlementaires. En effet, elle permet aux députés sans portefeuille (backbenchers) d'intervenir sans devoir passer au préalable par le filtre de leurs groupes politiques, ce qui imprime beaucoup de vitalité au débat. C'est un débat difficile pour le président. Celui-ci doit disposer de bons conseillers et d'une certaine rapidité de réaction, mais il en apprécie beaucoup les avantages.

[Cristina Blanco Sío-López] Puisque vous parlez de votre rôle de président, j'aimerais que nous abordions le thème des pouvoirs et des fonctions spécifiques du président du Parlement européen.

José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Le président du Parlement doit être polyvalent. Pour décrire sa fonction, j'utilise toujours l'expression française «une bonne à tout faire». Le président doit en effet se charger de tout: présider une partie des sessions, les plus importantes, mais aussi veiller à la discipline parlementaire, s'occuper du fonctionnement administratif interne du Parlement et, par conséquent, connaître les besoins précis des députés concernant la prévision des voyages, des sessions, etc. En même temps, il doit accomplir un important travail diplomatique parce que le Parlement européen a de nombreuses relations non seulement avec les autres parlements mais également avec les autres pays. Le président effectue beaucoup de visites d'État, reçoit un grand nombre de mandataires étrangers au plus haut niveau, etc. Et j'oublie certainement d'autres tâches du même genre. Il lui appartient de communiquer avec l'extérieur au nom du Parlement, il donne des conférences de presse, accorde des entretiens télévisés, doit prononcer un discours au début de chaque Conseil européen. Dans ce discours, il doit, d'une façon ou d'une autre, exprimer la position du Parlement sur les grands thèmes d'actualité, résumer ce que disent les membres du Parlement, présenter l'opinion majoritaire, en plus de ses propres initiatives, etc. Bref, le président n'arrête pas une minute.

6. Politique euro-méditerranéenne et politiques européenne de l'immigration

[Cristina Blanco Sío-López] Je souhaiterais maintenant que nous effectuions un virage géographique pour parler d'un thème très différent. Vous avez défini la politique euro-méditerranéenne comme «une des poutres maîtresses de notre politique extérieure». À votre avis, comment faut-il continuer à mettre en œuvre cette politique, compte tenu de tous les débats menés actuellement à ce sujet?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] «En fait, je pense que l'Union européenne est arrivée pratiquement à la limite de ses possibilités d'intégration de nouveaux États, mais elle doit établir des relations très spéciales avec ses voisins: d'un côté, la politique de voisinage est orientée de façon spécifique vers l'Est et, d'un autre côté, la politique euro-méditerranéenne constitue une autre forme de politique de voisinage. Ce sont les régions à partir desquelles on nous a envahis tout au long de l'histoire. Pour cette raison, nous avons intérêt à ce qu'elles soient bien développées, prospères et qu'elles entretiennent de bonnes relations avec l'Union européenne. La Méditerranée et l'Est de l'Europe sont maintenant les régions de départ de l'immigration pacifique, qui représente les invasions pacifiques de notre époque. Cette politique est donc une politique communautaire. À mon sens, nous sommes parvenus à éviter que l'Union pour la Méditerranée ne se réduise à un processus réservé aux pays européens de la Méditerranée. C'est un processus qui a des implications pour



l'ensemble de l'Union européenne et auquel doivent participer tous ses États membres. De plus, ce processus va durer longtemps car l'Union est un ensemble très intégré, caractérisé par une société civile très développée, alors que les pays du Sud de la Méditerranée n'ont aucune de ces deux choses: ils ne forment pas un ensemble cohérent et n'ont aucun intérêt à s'intégrer, et leur société civile en est aux premiers balbutiements. C'est pourquoi les relations avec eux sont bancales. Les relations peuvent s'améliorer avec l'un ou l'autre pays méditerranéen mais, dans l'ensemble, elles sont très difficiles à développer.

[Cristina Blanco Sío-López] Quelles attitudes et mesures pensez-vous qu'il faudrait adopter face à cette immigration des pays du Sud de la Méditerranée que vous venez d'évoquer? À cet égard, pouvez-vous aussi nous parler de l'élaboration de la charte des droits de l'émigrant que vous avez proposée pendant votre mandat de président du Parlement européen?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] La politique d'immigration est une politique délicate parce qu'elle évolue entre deux nécessités: d'un côté, l'Europe a besoin de l'immigration, elle aura encore besoin d'au moins vingt millions d'immigrants dans les dix prochaines années, une période toute proche; d'un autre côté, cette immigration doit être intégrée, faute de quoi les immigrés finiront par retourner dans leurs pays d'origine, même si la majorité ne le fait pas. C'est un processus délicat au sujet duquel nous ne pouvons pas encore parler de grandes réussites. Au contraire, l'arrivée massive d'immigrants provoque une très vive réaction populaire de rejet et induit le risque de voir se développer la xénophobie et le racisme dans les pays européens. Et je veux dire dans tous les pays européens, car tous les pays sont plus ou moins confrontés à cette situation. Il faut donc évoluer dans le cadre de cet équilibre difficile: intégrer les immigrants et, en même temps, essayer de modérer les flux pour qu'ils ne deviennent pas excessifs. Nous nous sommes attelés à cette situation en appliquant la méthode d'essais et erreurs. Nous verrons s'il sera possible d'obtenir des résultats, mais ce sera difficile. Vous me posiez une question sur la charte de l'émigrant: cette charte serait fondamentale pour l'intégration mais elle doit être cohérente. Elle doit être accordée aux personnes qui vivent depuis un certain temps dans l'Union européenne et qui veulent réellement s'y intégrer. Certains pays mettent à l'essai divers systèmes conçus pour vérifier l'existence de cette volonté d'intégration. Si ces deux conditions – un temps de résidence suffisant et la volonté de s'intégrer – sont réunies, la charte devrait donner aux immigrants les mêmes possibilités de circulation, de travail et de regroupement que celles dont bénéficient déjà les Européens.

7. Les frontières du projet européen et le rythme du processus de construction européenne

[Cristina Blanco Sío-López] Vous disiez que l'Europe arrivait à ses limites. Quelles sont, à votre avis, les frontières géographiques du projet européen?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Pour moi, les frontières géographiques de l'Europe commencent à la frontière finlandaise, continuent aux frontières des États baltes, de la Pologne, de la Slovaquie et de la Roumanie; l'Union européenne se situe entre cette ligne et l'Ouest. Quant aux pays qu'on appelait les pays des Balkans, ils mettront plus ou moins longtemps à s'incorporer, mais il est probable qu'ils finiront tous par le faire, cela pour la tranquillité des Européens et la pacification de la région. Avec les autres pays, nous pouvons et devons avoir des relations très étroites. À cet égard, la phrase du président Prodi «tout sauf les institutions» est éloquente car l'Union ne peut être une Union élastique qui s'agrandit indéfiniment. Je crois que nous sommes arrivés à la limite de nos possibilités financières et institutionnelles.



[Cristina Blanco Sío-López] D'accord. Pour en revenir au fonctionnement institutionnel, je voudrais vous poser cette question: comment le rythme de l'intégration européenne a-t-il marqué l'évolution progressive de l'équilibre des pouvoirs entre le Conseil, la Commission et le Parlement européen?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] L'intégration européenne a commencé avec une Commission toute-puissante parce qu'il s'agissait d'une intégration technique, celle de la CECA. Très vite, on est passé à un Conseil tout-puissant, avec une Commission qui veillait à l'intérêt commun et défendait la progression de cet intérêt. Par la suite, le Parlement européen est progressivement entré en jeu, surtout à partir de l'élection au suffrage universel. Il est monté en puissance au fur et à mesure qu'il prenait conscience de sa force. De cette façon, plus il exerçait ce pouvoir, plus il se rendait compte qu'il l'avait et que cela lui ouvrait des possibilités. Cela a modifié l'équilibre des institutions, à tel point qu'aujourd'hui le Parlement et le Conseil sont pratiquement sur le même pied. D'un point de vue formel, il reste peu à faire. Toutefois, comme les forces politiques sont sur le même pied et que la Commission est passée à une autre fonction très importante, celle de l'initiative (c'est-à-dire mettre en marche des mesures d'intérêt commun, fonction pour laquelle elle est particulièrement bien qualifiée), qui est une fonction exécutive, elle devra aussi absorber de plus en plus ce dont s'occupe encore le Conseil: l'exercice de la politique extérieure.

8. La fonction de contrôle du Parlement européen, l'intégration différenciée et la relation entre citoyens et institutions depuis la perspective de la transparence et de la communication

[Cristina Blanco Sío-López] On sait que vous attachez beaucoup d'importance à la fonction de contrôle au Parlement européen. Que pensez-vous de cette fonction?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Je crois que, au cours des deux derniers siècles, les parlements, traditionnellement des instruments législatifs, sont devenus aussi des instruments de contrôle. Pourquoi? Parce que le parlement d'aujourd'hui s'inscrit dans un système de partis politiques. Il en va de même pour le Parlement européen, qui lui aussi s'inscrit de plus en plus dans un système de partis politiques. Ce système de partis politiques et de discipline parlementaire fait que des positions politiques se négocient au sein du Parlement. Par contre, ce n'est pas un endroit dont les débats entraînent des changements de convictions parmi leurs participants. Le débat parlementaire moderne est un débat mené face au public, à qui sont présentées les positions des différents groupes et les raisons des consensus. Telle est, pour l'essentiel, l'utilité du débat parlementaire aujourd'hui. Le parlement est donc un endroit où ces consensus politiques se forgent et se portent à la connaissance du public. Mais le parlement exerce une autre fonction très importante: le contrôle de l'exécutif. Quant au Parlement européen, il a de grandes possibilités parce que la discipline de parti n'y est pas aussi stricte ni aussi forte que dans les États membres ou dans les parlements nationaux. Le Parlement européen ressemble plus au Parlement des États-Unis, où règnent deux grands partis, qui laissent cependant une grande marge de manœuvre en leur sein pour le parlementaire individuel ou le parlementaire par zone. C'est le même type de fonctionnement qu'on voit au Parlement européen qui, en ce sens, ressemble davantage au Congrès américain qu'aux parlements nationaux.

[Cristina Blanco Sío-López] Je voudrais maintenant vous poser une question sur un thème très



difficile: l'identification des citoyens européens avec les institutions communautaires. Comment expliquez-vous le paradoxe apparent entre un Parlement doté de pouvoirs renforcés, d'une plus grande représentativité, et la faible participation des citoyens européens aux élections au Parlement européen?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Je crois que deux facteurs influencent cette situation. Premièrement, les citoyens européens s'intéressent de moins en moins à la politique vécue de la façon traditionnelle. Il faudra cependant voir quel sera l'impact des nouveaux systèmes informatiques qui facilitent la connaissance et la participation. À cet égard, l'élection d'Obama a été très représentative des nouvelles formes de participation des citoyens. Quoi qu'il en soit, à ce jour, les taux de participation sont très faibles tant aux États-Unis qu'en Europe. Le citoyen a pour habitude de dire: «De temps en temps, je choisis parmi les politiciens qu'on me propose»; et comme il n'est pas toujours satisfait de ce qu'on lui propose, il va voter ou alors décide de ne pas le faire. Deuxièmement, les institutions européennes sont éloignées, nouvelles et méconnues. Elles ne correspondent pas au modèle classique que le citoyen connaît depuis l'enfance dans son pays, le modèle qu'il voit dans son État membre et dans sa région – quand des institutions existent à ce niveau – et même, dans une certaine mesure, dans sa municipalité. Comme les institutions européennes lui semblent très éloignées, il a tendance à s'en désintéresser.

[Cristina Blanco Sío-López] À ce propos, pensez-vous que la politique de transparence des procédures administratives éveille un peu plus l'intérêt des citoyens pour les institutions?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] À mon avis, il faut considérer deux types de sensibilités en Europe. D'un côté, la sensibilité nordique: pour les Européens du Nord, la transparence des procédures administratives est fondamentale car elle est indissociable de la vraie démocratie. Je n'ai pas l'impression que la même sensibilité règne chez les Européens du Centre et du Sud. La diversité est grande, ce continent abrite 500 millions de personnes qui pensent de façon très différente: les Néerlandais, les Suédois ou les Finlandais tiennent beaucoup à connaître le fonctionnement interne de leurs institutions publiques, alors que c'est déjà moins le cas pour les Français ou les Allemands. Quant aux Espagnols et aux Italiens, ils pensent souvent qu'il est inutile de s'intéresser à ces institutions parce qu'elles sont corrompues. Ils ne voient donc pas de raison de s'en soucier. La réponse à votre question est donc différente selon la région d'Europe où nous vivons.

[Cristina Blanco Sío-López] Pour cette raison, il conviendrait peut-être de concevoir une politique de communication différente... Selon vous, cette politique devrait-elle s'adresser aux citoyens par région, par secteur ou autre?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] À mon avis, par région car les journalistes sont forts différents d'une région d'Europe à l'autre. Ce sont les journalistes — les Néerlandais ou les Suédois, je l'ignore — qui les premiers ont fait du tapage pour savoir si les députés européens signaient ou ne signaient pas la liste. Jusqu'à l'entrée en scène de ces journalistes, ceux des pays fondateurs et des premiers États membres ne s'étaient jamais préoccupés de savoir qui signait les listes ou qui arrêtait de les signer. À partir de ce moment, il y a eu des informations différenciées mais, comme cela est toujours le cas en Europe, un avantage important en est sorti: les bonnes choses aussi peuvent être reproduites. Je veux dire que les pays du Sud reproduisent et, d'une certaine façon, assimilent cette culture nordique qui veut que les institutions publiques soient transparentes et qu'on puisse les surveiller. Et cela vaut aussi pour d'autres pays que ceux du Sud. J'en veux pour exemple ce qui s'est passé en Grande-Bretagne avec les frais des députés. À mon sens, cela reflète ce développement en



Europe de la vision nordique de la transparence et de la clarté dans les institutions.

[Cristina Blanco Sío-López] Quand vous parliez des fonctions et des pouvoirs du président du Parlement européen, vous avez évoqué votre participation à un important rapport rédigé dans le cadre des négociations qui ont conduit à la signature du traité de Nice sur la coopération renforcée, l'application sélective de politiques communautaires, etc. À ce propos, j'aurais cette question: quelle est votre position par rapport au concept d'une intégration différenciée?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] L'intégration différenciée est un mécanisme qui a toujours existé en Europe. Il est nécessaire car tous les nouveaux pays adhérents ont passé une période de transition, allant jusqu'à vingt ans dans certains cas. Ce mécanisme est également nécessaire parce que certains pays ont opté pour telle politique et ne pouvaient choisir telle autre. Actuellement, les pays du dernier élargissement en date se trouvent dans cette situation. La coopération renforcée était une possibilité. À mon avis, la coopération renforcée est une possibilité qui permet aux pays les plus résolus de franchir le pas et de démontrer aux autres que ce pas est nécessaire et utile. Jusqu'à présent, la coopération renforcée proprement dite ne s'est pas avérée nécessaire. Des formes de coopération renforcée, sans usage de cette appellation, ont été introduites dans des traités, d'abord avec le protocole social, ensuite avec l'euro. En d'autres termes, la coopération renforcée est déjà inscrite dans les mécanismes des traités mais elle obéit à la même philosophie. Par exemple, la coopération renforcée peut être appliquée – et est déjà appliquée, même si elle ne porte pas ce nom – à la politique extérieure et de sécurité de l'Union. Tous les pays ne participent pas aux missions de l'Union: le Darfour, la mission Atlanta... les pays y participent différemment, ce qui donne une grande flexibilité et permet de mettre à l'essai des politiques qui pourront ensuite être étendues à tous les pays.

[Cristina Blanco Sío-López] D'accord. Si vous le voulez bien, abordons un thème très différent... Comment définiriez-vous la relation actuelle entre l'opinion publique et la perception de la légitimité du projet européen et de ses institutions?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Je crois que l'opinion publique se rend compte que l'Union européenne est nécessaire et que, au bout du compte, la majorité de l'Europe poursuit sa progression. Les parlements nationaux se font l'écho de cette opinion, même lorsqu'il y a un référendum et que l'on dit «non», l'opinion de ceux qui disent «non» est extrêmement diversifiée! Qui plus est, parmi les opposants, presque personne ne dit: «je ne veux pas d'Europe»; l'immense majorité dit plutôt: «je veux une autre Europe». Par conséquent, la nécessité de l'unification, d'une manière ou de l'autre, est générale. Quant à transposer cette nécessité aux institutions, je pense que la légitimité des institutions proprement dites n'est pas contestable. On peut, je l'accorde, remettre en cause leur mode de fonctionnement. À cet égard, il y a une grande diversité d'opinions au sein de l'Union et, en plus, une méconnaissance énorme: on ignore souvent à quoi servent une grande partie des institutions. Et comme on ne sait pas à quoi elles servent, on ne pourrait même pas dire si elles sont utiles ou non.

9. L'introduction de l'euro en Espagne

[Cristina Blanco Sío-López] Un thème a suscité de nombreux débats et continue à le faire: l'introduction de l'euro, la monnaie unique. D'après vous, quels sont les effets politiques et



sociologiques de l'introduction de l'euro. Quel est le pouvoir symbolique de l'euro dans le processus de construction européenne?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] L'euro a été un pas énorme vers l'unification européenne, un pas qui a été franchi de la façon la plus douce possible. En effet, malgré les protestations dues à la crainte d'une hausse des prix, dans la pratique, l'euro est devenu la monnaie unique sans susciter de réticences. Ainsi, il est inutile de parler de pesetas à mes petits-enfants, qui n'ont jamais connu que l'euro comme monnaie. De plus, pour beaucoup de citoyens, l'euro a permis de maintenir une stabilité monétaire qu'un grand nombre de pays ne connaissaient pas. L'Allemagne, le Luxembourg et les Pays-Bas jouissaient de cette stabilité, mais pour l'Italie, même la France et la Belgique, cela a été une nouveauté positive de devoir s'habituer à une monnaie qui ne se dévaluait pas. Par ailleurs, en ces temps difficiles, l'euro a montré deux facettes très importantes: premièrement, il a formé une défense contre la crise. Il est incontestable que sans l'euro, la crise aurait été bien pire pour tout le monde, et les Européens en sont conscients. Deuxièmement, chose qui commence à se manifester maintenant, l'euro nous rend fort dépendants les uns des autres. Tout ce qui se passe avec la Grèce correspond au début d'une prise de conscience du fait que si un État membre de l'Union européenne va mal, cela signifie que tous vont mal à un certain niveau de leur économie. Ajoutons que cela n'a pas été tout seul, que nous commençons seulement à assimiler cette vérité. Je veux dire que nous ne pouvons nous permettre de laisser un pays de l'Union européenne traverser une crise profonde sans l'aider, car cela revient à scier la branche sur laquelle nous sommes assis, à nuire à notre monnaie, qui joue un rôle vital. Nous commençons à nous rendre compte que l'euro est un instrument de solidarité d'une valeur inestimable.

[Cristina Blanco Sío-López] Vous avez affirmé que l'introduction de l'euro permettait d'exercer plus efficacement la souveraineté et de soutenir le bien-être général. Pourriez-vous développer un peu ces idées?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Certainement. Pour quelle raison l'euro est une manière d'exercer la souveraineté? Mon excellent ami et collègue du Parlement Fernand Herman disait toujours que la Banque de Belgique était souveraine en matière monétaire mais qu'il s'agissait d'une souveraineté de vingt minutes: le temps qu'il fallait pour ajuster le cours du franc belge aux fluctuations du mark allemand. Pour les autres, il fallait compter non pas vingt minutes mais peutêtre quelques heures ou quelques jours. Ce que je veux dire, c'est qu'une monnaie commune nous permet de résoudre les problèmes entre nous tous et nous oblige à le faire, elle nous oblige à exercer une souveraineté commune que, sans l'euro, nous n'aurions pas face au reste du monde. Comme les Européens ont l'euro, ils peuvent se permettre de dire à M. Soros: «ne jouez pas à la spéculation car nous n'allons pas vous laisser spéculer avec l'euro». Du temps des monnaies individuelles, aucun des pays du futur euro n'aurait pu lancer un tel avertissement à M. Soros. Ce dernier a en effet gagné beaucoup d'argent par la spéculation parce que ces pays n'étaient pas assez forts du point de vue monétaire, ils détenaient une souveraineté théorique mais pas de souveraineté réelle. Par ailleurs, le fait de ne pas être soumis à ces fluctuations nous oblige à être beaucoup plus attentifs à notre façon de gérer notre système budgétaire et fiscal. L'euro nous épargne des bêtises. Des bêtises peuvent encore être faites, comme on l'a vu dans l'un ou l'autre État membre mais, à la longue, les autres pays finissent par dire: «pas comme cela, car cela nous affecte tous». En définitive, la monnaie unique limite les bêtises et contribue au bien-être général. Je le dis de façon simplifiée mais cette vérité peut être énoncée dans des termes beaucoup plus scientifiques et économiques. Toutefois, outre le fait que je ne suis pas économiste, je juge préférable que tout le monde puisse la comprendre.



[Cristina Blanco Sío-López] Quelle a été la relation spécifique entre le Parlement européen et la Banque centrale européenne?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] La Banque centrale est une institution indépendante et le Parlement a toujours respecté cette indépendance. Cependant, profitant des difficultés pour nommer le premier président de la Banque – M. Duisenberg – et de la possibilité qui était donnée de soumettre le candidat à l'examen du Parlement, celui-ci a obtenu de M. Duisenberg un engagement qu'il a respecté scrupuleusement, tout comme son successeur. Cet engagement consiste à tenir le Parlement informé de toutes les décisions et stratégies de la Banque centrale européenne, ce que nous pourrions appeler un contrôle par l'information et la publicité. L'obligation de faire de la publicité de ces stratégies et décisions a pour effet qu'elles doivent être dûment justifiées, qu'elles ne peuvent être adoptées dans une salle à huis clos sans donner d'explication sur ce qui s'est fait. Comme des explications sont nécessaires, celles-ci doivent être raisonnables et favorables à l'intérêt général. On peut donc dire que les relations entre le Parlement et la Banque centrale européenne sont basées sur le respect de l'indépendance mais aussi sur le fait de rendre des comptes.

[Cristina Blanco Sío-López] D'accord. Selon vous, quel a été l'impact spécifique de l'introduction de l'euro dans les pays d'Europe du Sud, surtout dans le domaine de la création d'emplois?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Dans les pays d'Europe du Sud...?

[Cristina Blanco Sío-López] Oui, ceux de l'élargissement de 1981, 1986...

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Je crois que l'euro a créé l'obligation d'élaborer une politique économique plus saine, moins inflationniste. Or, l'adoption d'une politique moins inflationniste favorise le développement économique et, partant, la création d'emplois. Ce n'est pas un hasard si l'effort d'assainissement économique que l'Espagne a dû accomplir pour participer à l'euro — un effort extraordinaire, aussi intense que celui que nous devrons accomplir pour sortir de la crise actuelle quand nous nous déciderons à nous y mettre vraiment — s'est traduit par une création d'emplois sans précédent. Cela s'explique par le fait que cet effort a donné de la crédibilité à la conduite des politiques économiques et budgétaires. La crédibilité et le sérieux favorisent l'investissement, qui lui-même entraîne directement la création d'emplois.

[Cristina Blanco Sío-López] Dans le cas particulier de l'Espagne, comment diriez-vous que le pacte de stabilité a fonctionné?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] De ce que j'ai dit, on peut déduire que le pacte de stabilité a très bien fonctionné aussi longtemps que nous l'avons plus ou moins respecté, c'est-à-dire pendant les huit années des deux gouvernements Aznar et pendant le premier gouvernement Zapatero. Quand la crise est venue, que nous avons tenté la fuite en avant et commencé à négliger le pacte de stabilité, celui-ci a évidemment mal fonctionné. La crise ne s'est non seulement pas atténuée, mais elle empire et nous ne parvenons pas à en sortir.



10. Le principe de solidarité et la concrétisation d'un projet constitutionnel européen

[Cristina Blanco Sío-López] Vous avez défini le concept de solidarité comme un noyau de l'Union, comme le concept de base du processus de construction européenne. Pourriez-vous nous livrer quelques commentaires à ce sujet?

José María Gil-Robles y Gil-Delgado] En fait, l'idée d'origine ne vient pas de moi. C'est Helmut Kohl qui a exprimé très clairement cette idée, que j'approuve entièrement. Pourquoi? Parce que l'Union européenne, c'est remplacer l'affrontement par l'entente. Telle était l'idée géniale de Jean Monnet: au lieu de nous battre, entendons-nous et travaillons ensemble. Mais travailler ensemble et s'entendre signifie devenir responsables les uns des autres, et c'est cela la solidarité. Il faut en effet être responsable de l'autre car on ne peut travailler en profitant de l'autre et en lui nuisant. Par contre, on peut travailler si les deux bénéficient de ce travail commun et de cette entente, ce qui est la base de l'Union européenne. C'est cela qui différence l'Union d'un souk où chacun essaie de tirer le meilleur prix de ses produits sans tenir compte de rien d'autre. Dans l'Union européenne, tout le monde doit gagner quelque chose. C'est cela, la solidarité, l'idée maîtresse. Celui qui ne comprend pas cette idée ne comprend pas ce qu'est l'Union européenne. Il y a encore des pays qui doivent arriver à comprendre cette idée. Ceux qui peuvent gagner sont ceux qui gagnent parmi les autres, ou alors ils ne gagneront plus. C'est cela, la solidarité. Pour assurer l'efficacité de ce système, tout le monde doit donner, sans se contenter de recevoir.

[Cristina Blanco Sío-López] L'un des plus grands défis actuels de l'Union européenne est le projet de création d'une Constitution pour l'Europe. Vous avez participé à l'élaboration de la méthode de la Convention, que vous avez décrite comme «ouverte, transparente et plurale». Pourrait-on dire que le projet de traité constitutionnel est devenu une référence, même en termes de visibilité globale en tant qu'initiative visant à résoudre les grands thèmes en suspens de la consolidation de l'Union européenne, tels que le caractère obligatoire de la Charte des droits fondamentaux, la simplification des traités, la transparence, la communautarisation de l'espace de liberté, de sécurité et de justice? Quelle a été votre expérience au sein de la Convention?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Moi, c'est sûr, j'aimerais que cela se fasse par le biais d'une convention, mais je ne crois pas que ce soit probable. Je veux dire que, après l'approbation laborieuse du traité de Lisbonne, il faut s'attendre à au moins dix ans sans changements majeurs des traités. Ce qu'il y aura, c'est un développement des traités et une adaptation par la pratique, qui a déjà commencé. En pratique, nous sommes en train de découvrir comment combler une des grandes lacunes du traité de Lisbonne: comment gérer l'économie de l'Europe. En expérimentant, nous recherchons comment mettre en place une coopération économique beaucoup plus efficace que la simple coopération intergouvernementale. De la même façon, il faudra déterminer comment appliquer une politique extérieure commune dans certaines zones ou une politique de sécurité et de justice. Nous allons donc vivre une période où la pratique consistera à développer et consolider le traité. Ce seront dix années pendant lesquelles nous aurons une vraie Constitution qui, en pratique, sera le traité de l'Union, mais nous n'aurons pas une Constitution au sens formel du terme. Quand cette situation changera-t-elle? Pas plus qu'un autre, je ne peux prédire l'avenir. Des changements interviendront probablement lorsque nous aurons résolu les problèmes que j'ai mentionnés ainsi que les problèmes financiers et budgétaires. Cela pourrait être à partir de 2014, quand nous devrons irrémédiablement nous atteler au thème des limites de l'Union, c'est-à-dire aux problèmes relatifs à la Turquie et à l'Ukraine, mais aussi à celui de la Constitution formelle. Mais, encore une fois, tout cela pourrait nous prendre une dizaine d'années.



[Cristina Blanco Sío-López] Vous avez affirmé que le projet de traité constitutionnel aiderait l'Union européenne à devenir «la première démocratie transnationale de la société internationale de la mondialisation». Étant donné la détermination à faire du citoyen, avant tout, un pilier fondamental de l'Union européenne, ainsi que la défense du modèle social européen, comment diriez-vous qu'a évolué la mise en œuvre de ce type d'objectifs depuis les résultats du référendum en France et aux Pays-Bas et depuis l'entrée en vigueur de l'actuel traité de Lisbonne?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Je crois que l'arrivée du traité de Lisbonne offre des instruments qu'il faut développer et que ces instruments arrivent à un moment crucial, en pleine crise économique. La crise économique est un défi pour l'Europe car elle est aussi la crise du modèle nord-américain basé essentiellement sur le marché autoréglementé que, pendant un certain temps, on a voulu substituer au modèle social européen. Ce modèle est en crise aux États-Unis et il l'est partout dans le monde. Pour cette raison, l'Union européenne doit revenir à son modèle social, celui d'un capitalisme rhénan, non pas un capitalisme du type de Milton Friedman ou M^{me} Thatcher, mais plutôt un capitalisme avec beaucoup de protection sociale et une intervention régulatrice de l'État. Nous disposons d'instruments tels que le traité de Lisbonne, mais il est temps de les mettre en pratique pour les prochaines années. C'est cela qui fera la différence entre sortir de la crise d'une façon cohérente ou le faire par de simples rafistolages.

[Cristina Blanco Sío-López] D'accord. Vous avez défini la Constitution des États-Unis comme l'idéal constitutionnel même pour le cas de l'Europe. Estimez-vous que ce modèle est celui vers lequel l'Union européenne devrait se diriger?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Non. Nous sommes très différents. L'histoire de la formation des États-Unis est différente de celle de l'Union européenne, tout comme les citoyens des États-Unis sont différents des citoyens de l'Union européenne. Tout est différent. Les États-Unis ont le grand avantage d'avoir choisi de commencer avec une Constitution. Les Européens n'ont pu faire cela parce que les fédéralistes qui le voulaient ont échoué en constatant qu'un démarrage de ce type était inutile. C'est pourquoi ils ont opté pour le modèle fonctionnaliste de Monnet, le modèle des «étapes successives». En ce sens, le fait de ne pas avoir une Constitution peut être un bon idéal à conserver. Seulement, il faut adapter cet idéal aux possibilités historiques. Nous venons de perdre une opportunité. Et ces opportunités ne peuvent se défendre dans une bataille tous les jours. Il suffit de se rappeler la bataille qui s'est déroulée en 1979 avec Altiero Spinelli et savoir qu'il a ensuite fallu attendre vingt ans pour voir la Convention européenne. Cela n'importe donc pas s'il faut attendre dix ou quinze ans de plus pour relancer l'idée de la Constitution européenne.

11. Le patrimoine culturel européen et les éléments constitutifs d'une identité européenne commune

[Cristina Blanco Sío-López] Comment définiriez-vous le patrimoine culturel européen et, partant de là, le concept d'une identité européenne commune?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] L'identité européenne a sa spécificité, une spécificité que traduit cette devise qui, si je ne m'abuse, a été inventée par des enfants d'une école luxembourgeoise: «unis dans la diversité». La première fois que j'ai entendu cette devise, c'était à



l'occasion d'un concours organisé par un journal français (La Tribune de l'Ouest) pour toute l'Europe. J'étais alors président [du Parlement européen]. Ce sont les enfants d'une école du Luxembourg qui ont proposé «unis dans la diversité», une devise qui proclame l'existence d'une identité commune mais faite d'identités diverses, ce qui correspond à notre réalité depuis des siècles. Cela fait en effet des siècles que l'Europe a une identité culturelle commune, sans laquelle nous n'aurions pas pu commencer l'unification européenne. D'aucuns disent «il faut commencer par le culturel» mais il faut savoir que, à l'origine, tout a déjà commencé par le culturel! Cela a commencé avec la Grèce, puis notre identité culturelle s'est développée au fil des siècles. N'allez pas dire à Voltaire ni à Léonard de Vinci qu'il manque une identité culturelle européenne! Cette identité existe déjà! Il faut juste savoir qu'elle se compose de diverses identités culturelles et que cela a toujours été ainsi. Il importe de maintenir cette diversité, même si l'identité commune est difficile à percevoir. Cette identité commune se voyait à l'époque où toute l'Europe avait une langue commune, le latin. On a perçu cette identité commune jusqu'à la Renaissance, lorsque tout Européen cultivé parlait latin et que cette langue était celle des universités et, plus tard, à l'époque de l'Illustration, lorsque la langue de la culture était le français. À notre époque, bien sûr, nous n'avons pas cette langue commune des cercles culturels, même si l'anglais s'impose de plus en plus. Tant que nous n'aurons pas une langue commune, cette identité culturelle commune ne sera pas perçue.

[Cristina Blanco Sío-López] Que pensez-vous de la politique linguistique des institutions européennes et du développement d'une langue de communication commune? Estimez-vous que cette langue sera l'anglais, comme vous l'évoquiez?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Je n'en ai aucun doute. En quinze ans, j'ai vu comment l'anglais avait progressé en tant que langue de communication dans les institutions européennes. Le français se maintient mais il perd du terrain. Quand des professeurs se réunissent pour déterminer à qui attribuer les Chaires Jean Monnet, leur langue commune est presque toujours l'anglais. Certains parlent encore français mais l'anglais a fait un bond en avant, surtout depuis l'élargissement de l'Europe vers l'Est. Personne ne s'attendait à une telle diffusion de l'anglais, et ni l'allemand ni le français n'ont pu y résister. Par conséquent, il est pour ainsi dire indispensable d'apprendre l'anglais comme deuxième langue. L'idéal serait que les Européens apprennent encore une autre langue car cela permettrait de préserver cette très importante richesse linguistique de l'Europe. Quand je me rends dans un pays dont je comprends la langue et que je peux donner une conférence dans cette langue, l'effet est tout à fait différent de l'effet produit si je dois la donner en anglais ou en français. Entièrement différent.

[Cristina Blanco Sío-López] Comment pourrait-on développer une politique communautaire fondée sur ce que vous avez défini comme une conception globale de l'éducation comme point de rencontre pour les Européens?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] D'un côté, nous avons le processus de Bologne. Jeudi dernier à Pavie, je disais que l'effet de l'intégration européenne sur l'éducation est que nous avons pris le taureau par les cornes. Nous avons commencé à nous comparer les uns aux autres, à examiner les problèmes que nous avions et ceux que nos étudiants auront quand ils devront aller au dehors pour trouver du travail. Et cela est un bon stimulant. Cette approche va induire bon nombre de rapprochements. Il faut cependant savoir que ce processus est très lent: en Europe, nous avons 7 000 universités ou institutions universitaires. Effectuer le rapprochement qualitatif de toutes ces institutions est un long processus. On avait pensé que le processus de Bologne durerait dix ans, mais on vient de lui en accorder dix de plus car ce délai n'a pas suffi. Nous verrons bien si le



rapprochement qui en résultera sera suffisant. Et si nous parlons de l'enseignement secondaire ou primaire, imaginez un peu le nombre d'établissements. Bref, cette tâche fondamentale pour l'Europe pourrait nous prendre des siècles.

[Cristina Blanco Sío-López] Quel est votre avis sur l'enseignement d'une histoire européenne commune?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Quand je suis arrivé au Parlement, à la commission de la culture, on parlait du premier jet d'une histoire européenne commune. Cette histoire n'était pas mal, si ce n'était un petit détail: on avait oublié la Grèce. Évidemment, cet oubli ôtait toute sa valeur au travail. Depuis lors, d'autres efforts ont été entrepris en ce sens. Il faut les poursuivre. Pour que l'histoire européenne commune apparaisse là où elle manque, dans l'enseignement primaire et secondaire, je crois qu'il faudra une grande volonté politique et beaucoup de travail. En effet, dans certains pays tels que l'Espagne, ce n'est actuellement pas l'histoire commune européenne qui est enseignée mais plutôt l'histoire locale, qui est parfois très réduite et ne donne aucune perspective européenne. Nous aurons besoin d'efforts et de volonté politique pour dépasser ce niveau et montrer que nous faisons partie d'un vaste espace européen.

[Cristina Blanco Sío-López] À cet égard, quel rôle peuvent jouer les nouvelles technologies de l'information et de la communication, à la fois pour créer un programme d'étude européen commun – concernant le thème que venez d'évoquer – et encourager la démocratie participative?

José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Je dirais que nous sommes en train d'expérimenter: il y a des possibilités et elles sont immenses mais, pour ce qui est des modalités, nous sommes au stade de l'expérimentation et avons déjà certaines réalisations à notre actif. Par exemple, en tant que professeur, je peux collaborer à un projet commun avec des professeurs des universités de République tchèque, Slovaquie, Hongrie et Pologne que nous mènerons pendant la prochaine année académique. Ce projet est possible parce que je dispose d'un système informatique avec lequel mon centre d'excellence peut avoir des contacts avec les centres d'excellence de ces universités. Quand je veux demander son avis au Conseil universitaire de l'Action Jean Monnet sur certains sujets, j'adresse des courriers électroniques à ses membres, qui me répondent par le même canal. Grâce à cela, nous organisons parfois des réunions virtuelles que nous ne pourrions avoir autrement. Il faut maintenant établir les conditions dans lesquelles ces moyens permettront de former des opinions mesurables, surtout dans le domaine de la participation politique. Deux choses doivent être combinées: la spontanéité des participations et la synthèse de ces participations en opinions mesurables et évaluables. C'est au niveau de cette deuxième partie que pratiquement tout reste à faire.

[Cristina Blanco Sío-López] Comment pourrait-on développer cette deuxième partie?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Je crois qu'elle commence déjà à se développer grâce à l'intérêt que les politiciens et les organisations de la société civile portent à la possibilité de faire participer les citoyens et de recueillir leurs opinions. Il faudra ensuite mettre en place un système pour filtrer ces opinions: on ne peut pas prendre en compte n'importe quel sondage d'opinion ni une opinion valable à un moment précis. Il faut savoir que la démocratie doit être considérée en fonction de périodes: une action politique ne doit pas être évaluée au jour le jour mais de période en période. Pour cette raison, il faudra adapter la rapidité d'émission des opinions et des évaluations aux



périodes nécessaires pour pouvoir prendre des décisions. Nous ne savons pas encore comment nous y prendre pour cette deuxième partie, il nous reste à la concevoir. Mais heureusement, nous avons au moins quelque chose à concevoir.

13. L'Union européenne en tant que modèle parlementaire

[Cristina Blanco Sío-López] Pourriez-vous nous expliquer plus en détail cette possibilité de prendre l'Europe comme modèle parlementaire? Elle me paraît très intéressante

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Oui, je vais vous parler d'un exemple très concret que j'observe depuis un certain temps: la méthode de nomination du président de la Commission par rapport à la méthode de nomination des présidents des gouvernements des pays européens. Dans un premier temps, le président de la Commission était désigné par le Conseil européen, puis le Parlement est intervenu progressivement. Le président était toujours nommé par le Conseil européen mais le Parlement disposait d'une période de consultation à ce sujet. Depuis Maastricht, on a imposé un vote du Parlement concernant l'élection du président de la Commission et des commissaires. Avec le traité de Lisbonne est venue la reconnaissance officielle d'une pratique comparable à ce que faisaient déjà les États membres: la prise en compte obligatoire des résultats des élections pour nommer le président de la Commission. C'est ainsi que cela se passe dans les États membres: il faut tenir compte de la majorité au Parlement, par le biais des consultations faites par le chef de l'État, pour désigner un candidat à la présidence du gouvernement et ensuite un président du gouvernement élu. Tel est le processus suivi pour arriver au gouvernement parlementaire, le même que celui suivi par l'Union européenne. C'est le processus que suit maintenant la Commission. Venant au départ d'une situation d'indépendance par rapport au Parlement, la Commission jouit à présent d'une indépendance fonctionnelle tout en étant politiquement dépendante du Parlement. Depuis déjà l'époque de Prodi, et comme conséquence de la chute de la Commission Santer, cette situation se traduit par un accord de législature avec le Parlement. À l'heure actuelle, pour la deuxième Commission Barroso, de même que cela s'est vu pour la première, on met au point un accord sur les relations interparlementaires qui garantit ces bonnes relations et cette dépendance parlementaire. La situation a donc évolué dans le sens d'un système parlementaire. Il demeure maintenant une inconnue, sur laquelle on n'a encore rien écrit: la proposition de Van Rompuy de faire du Conseil européen un organe qui se réunit chaque mois. Dans cette hypothèse, quel serait le rôle de cet organe non législatif, un organe qui se contente de donner un élan, mais qui le donnerait chaque mois? Qu'est-ce que cela signifie? Le Conseil voudrat-il que les autres organes deviennent ses instruments? Cette hypothèse hasardeuse donnerait lieu à des antagonismes. Voilà une inconnue qu'il faudra découvrir. Hormis cette inconnue, le système communautaire évolue de plus en plus vers un système similaire au système parlementaire ou constitutionnel.

14. Le rôle de l'Espagne dans la relation entre l'Amérique latine et l'Union européenne et dans les processus d'intégration du sous-continent américain

[Cristina Blanco Sío-López] Vous avez proposé – et cela m'a paru très intéressant et curieux – une méthode d'intégration supranationale pour les pays d'Amérique latine basée sur la formation de partis politiques supranationaux latino-américains, l'intégration d'organisations non gouvernementales dans le sous-continent, ainsi qu'un espace de coopération privilégiée entre le



Parlement européen et les parlements nationaux d'Amérique latine, surtout au moment des sommets. Les sommets peuvent être l'occasion de concrétiser une relation très spéciale au sein de la vision globale européenne, qui est la relation entre l'Europe et l'Amérique latine, avec le rôle de médiateur confié à l'Espagne. Pourriez-vous nous expliquer plus en détail en quoi consiste cette proposition et quels pourraient en être les résultats?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Lorsque j'ai formulé cette proposition, il y avait la perspective de mener à bien le Mercosur et de réactiver la Communauté andine, dans le contexte de l'atteinte de la paix en Amérique centrale. Par conséquent, la voie s'ouvrait pour développer la relation avec l'Amérique centrale. L'idée était de commencer par former de grandes intégrations régionales dans diverses parties d'Amérique latine en vue d'atteindre l'intégration totale. Des obstacles ont surgi sur ce chemin, à commencer par les énormes difficultés que le Mercosur a rencontrées en raison de la position de l'Argentine et du Paraguay mais aussi de l'adhésion du Venezuela. Pour l'instant, le Mercosur est donc dans l'impasse. De son côté, la Communauté andine a beaucoup souffert depuis l'arrivée de Morales, Correa et Chávez. Pour cette raison, des accords individuels ont déjà été conclus avec le Pérou et la Colombie. Le concept de la Communauté andine a du plomb dans l'aile. Quant à la Communauté centre-américaine, elle semble se maintenir, étant donné que le cas du Nicaragua avec Ortega n'a pas été suivi par le Honduras. D'une façon ou d'une autre, il devrait être possible de conclure avec l'Amérique centrale un accord spécial permettant de faire progresser son intégration. Il faut toutefois être conscient du fait que, depuis cette proposition, nous n'avons fait que des pas en arrière. Il faudra attendre que passe cet accès de socialisme bolivarien – qui finira par passer, comme tous les accès similaires de populisme en Amérique latine -, que l'Argentine en finisse une fois pour toutes avec ses vestiges – encore vivaces – de péronisme et continue d'adopter les courants du monde en général, et que le Mexique finisse de consolider sa démocratie contre la violence. Ce dernier pays a en effet beaucoup progressé dans ce domaine mais doit confirmer ces progrès. Si ces trois situations évoluent comme je l'ai dit, nous pourrons reprendre les négociations mais, en attendant, nous restons dans le domaine de la rhétorique pure.

[Cristina Blanco Sío-López] Quel a été en général – pas uniquement dans le cas de l'intégration du sous-continent américain – le rôle de l'Espagne dans cette médiation entre l'Union européenne et l'Amérique latine que vous avez évoquée?

José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Pour l'Espagne, l'adhésion à l'Union européenne a permis de dialoguer avec l'Amérique latine et d'organiser de façon crédible les relations avec celle-ci. Le pays a pu ainsi abandonner la rhétorique de l'empire colonial, de la langue unique et de la culture unique et, en plus, ajouter des apports économiques importants et montrer un exemple de transition politique et d'intégration dans un ensemble supranational qui est un modèle pour l'Amérique latine. En entrant dans l'Union européenne, l'Espagne a vu s'ouvrir de nombreuses possibilités, entre autres, de développement économique et commercial vers l'Amérique latine. Le problème est que ces possibilités de développement sont fort tributaires de l'ensemble des relations. Elles ne peuvent se concrétiser que si l'Espagne suit un projet clairement défini. En d'autres termes, s'il veut avoir du poids, le pays ne peut suivre vis-à-vis de l'Amérique latine un projet différent de celui de l'ensemble de l'Europe, il doit s'inscrire dans la ligne générale de l'Union européenne. Naturellement, l'Espagne, par le biais du Parlement européen et du Conseil européen, influence beaucoup la détermination de cette ligne générale. L'Europe doit cependant représenter un bloc. Il ne servirait à rien que l'Espagne adhère à une espèce de socialisme bolivarien, le pays se rendrait ridicule aux yeux des autres Européens et, en fin de compte, à ceux des Sud-Américains eux-mêmes.



15. Le rôle des communautés autonomes dans le processus d'intégration européenne

[Cristina Blanco Sío-López] Je voudrais également vous poser cette question: selon vous, quel a été le rôle des régions – des communautés autonomes, dans le cas de l'Espagne – dans le processus de construction européenne?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Les communautés autonomes ont misé sur l'Union européenne; certaines l'ont fait en espérant voir se développer l'Europe des régions... J'espère quant à moi que ces communautés commencent à se rendre compte que l'Europe des régions s'articule «à travers» les États, non pas «malgré les États». Cela ne diminue en rien l'importance de leur travail car, en Espagne, les communautés autonomes rapprochent l'Europe du citoyen. Qui plus est, elles se sont toutes impliquées dans un grand élan d'intégration, quelle que soit leur ligne politique.

[Cristina Blanco Sío-López] De ce point de vue, estimez-vous que le principe de subsidiarité est celui qui donne une identité au citoyen européen, que l'identité la plus proche correspond toujours à l'unité la plus proche et qu'elle lui est complémentaire? Que pensez-vous de cela?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Le principe de subsidiarité est une façon savante et élégante de parler de «ce que ressent le citoyen». Le citoyen sait qui est le maire de son village, connaît ses défauts et sait s'il l'apprécie ou pas. Il sait s'il veut voter pour lui ou pas et perçoit son action politique de façon très directe. Au-delà, le citoyen perçoit immédiatement l'action politique de sa communauté autonome car, en somme, c'est elle qui lui offre les soins de santé, l'enseignement pour ses enfants et une série de services publics qui le touchent directement. Le niveau suivant est celui de l'État, que le citoyen perçoit de plus loin. Que dire alors de l'Union européenne? Celle-ci est toutefois connue des agriculteurs. Les agriculteurs sont les seuls qui perçoivent l'Union européenne de près car ils savent que le prix de ce qu'ils ont semé dépend finalement de Bruxelles.

16. Contributions de l'Espagne au processus de construction européenne, et signification personnelle de l'idée d'Europe

[Cristina Blanco Sío-López] De ce point de vue, comment interprétez-vous la plus grande diversification des fonds destinés en majorité aux communautés autonomes et aux régions espagnoles? Qu'en est-il du point de vue de la solidarité, à laquelle nous attachons tant d'importance?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Nous ne nous en rendons pas encore tout à fait compte. De mon point de vue, ce serait une très bonne chose et je serais heureux si les Espagnols continuaient à être aussi favorables à l'Europe d'ici six ou huit ans, quand nous aurons commencé à donner de l'argent au lieu de le recevoir. Je ne suis pas sûr du tout qu'il en sera ainsi, mais je crois que ce serait important. D'ici là, il faudrait aussi que les Espagnols aient compris que les autres pays leur sont bénéfiques, c'est-à-dire que les pays qui nous apportent beaucoup de richesse et de prospérité sont ceux qui nous envoient des maçons mais aussi ceux qui consomment nos produits.



[Cristina Blanco Sío-López] Vous avez évoqué de nombreuses contributions de l'Espagne au processus de construction européenne, notamment l'idée de cohésion. D'après vous, en général, qu'est-ce que l'Espagne a apporté au processus d'intégration européenne?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Je crois en effet qu'une de ses contributions a été l'idée de cohésion, une façon de refléter la solidarité. L'Espagne a également contribué avec détermination à la citoyenneté européenne et à un de ses instruments, le Médiateur européen. De façon générale, je crois que l'Espagne a apporté de l'enthousiasme à l'Union européenne, un enthousiasme qui n'était pas très présent auparavant. Je veux dire que, pour beaucoup d'Européens, cela a été une certaine surprise de voir avec quel entrain l'Espagne s'est incorporée à l'Union européenne et a relevé des défis importants, comme la participation à l'euro.

[Cristina Blanco Sío-López] À votre avis, d'où vient cet enthousiasme qui a souvent valu à l'Espagne le qualificatif de pays européaniste? Sur quoi est-il fondé?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] D'une part, l'européanisme est perçu comme une dimension de la démocratie. D'autre part, pour les Espagnols, c'est comme revenir à un espace dont on a été exclu pendant longtemps. En quelque sorte, les Espagnols ont été consignés dans leurs chambres, enfermés dans leurs pensées et leurs malheurs, et ont finalement pu retrouver tout le monde dans le salon, ce qui est heureux. Ce retour leur donne l'impression de faire partie de la famille, de ne plus être des gens bizarres, tenus à l'écart.

[Cristina Blanco Sío-López] De votre point de vue personnel d'ancien exilé, comment s'est passé ce retour dans le grand salon européen?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Cela a été l'aboutissement de tout un idéal politique. Au lieu d'«aboutissement», je devrais plutôt dire un grand pas en avant vers un idéal politique car l'idéal de l'intégration européenne n'est encore qu'à mi-chemin. Cet idéal est en marche depuis soixante ans, ce qui est très peu à l'échelle de l'histoire. Je suis cependant très heureux d'en voir réalisée une partie importante et, en plus, d'avoir pu y contribuer.

[Cristina Blanco Sío-López] Pourriez-vous maintenant nous parler des contributions académiques et intellectuelles que vous avez apportées en publiant divers travaux juridiques, en particulier concernant le concept de restauration de la démocratie en Espagne ainsi que le droit parlementaire et public en Europe?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Concernant la restauration de la démocratie en Espagne, certains thèmes m'ont particulièrement intéressé: dans le cadre de l'étape prédémocratique, je me suis beaucoup intéressé au droit de grève et au droit syndical parce qu'ils étaient nécessaires pour la mise en marche du nouveau système. J'ai donc écrit sur ces thèmes. Plus tard, lors de la mise en marche de la transition, j'ai rédigé des commentaires institutionnels en mettant l'accent sur le système de communautés autonomes. J'ai notamment rédigé un livre intitulé *Control y Autonomías* (*Contrôle et communautés autonomes*) sur le fonctionnement de notre système politique du point de vue du contrôle de chacune des entités les unes par rapport aux autres. Quand le processus européen a démarré, je me suis penché davantage sur les relations interinstitutionnelles. Naturellement, je me suis particulièrement intéressé à tous les problèmes que j'ai rencontrés en tant que président [du



Parlement]. Quand j'exerçais cette fonction, j'ai dû m'occuper de tous les thèmes qui étaient d'actualité en Europe. Comme j'ai suivi de près les thèmes relatifs à l'élargissement et à la constitutionnalisation, c'est d'eux que j'ai le plus traité dans mes écrits. Ces derniers temps, je me suis concentré sur cette question très importante à mes yeux: quel est le modèle politique européen? S'agit-il d'un modèle parlementaire ou non? Comment ont évolué les relations des institutions? Ontelles évolué vers un modèle parlementaire — comme je le pense — ou vers un modèle étranger et différent? À ce sujet, j'ai publié à plusieurs endroits et j'ai affiné moi-même les réflexions et observations que j'avais formulées.

[Cristina Blanco Sío-López] Pour conclure, je voudrais évoquer le titre d'un de vos livres, *Pasión de Europa (Passion d'Europe)* qui, je pense, reflète le sentiment qui vous unit de façon très personnelle à l'idée d'Europe. Dans ce contexte, je voudrais vous poser ces questions: que signifie pour vous cette idée et qu'est-ce qu'elle a signifié tout au long de votre vie? Quels sont les principes et projets que vous souhaitez léguer pour le futur afin de traduire votre engagement en faveur du processus de construction européenne?

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] Passion d'Europe, qu'est-ce que cela signifie? Cela veut dire qu'il faut finir par sentir pour l'Union européenne le même sentiment d'adhésion et d'appartenance que l'on sent pour sa patrie ou son terroir. Ce nouveau patriotisme n'est pas facile à définir: il s'agit, en quelque sorte, d'un patriotisme européen mais un patriotisme ressenti envers une entité en devenir. J'aimerais que les Espagnols commencent petit à petit à ressentir cette dimension patriotique. D'abord parce que cette dimension permet de relativiser le nationalisme, à la fois le nationalisme espagnol et celui des diverses parties du pays. Elle rend ce nationalisme moins absolu, plus susceptible de favoriser l'entente avec autrui. Je crois que, pour un pays aussi rude et aussi enclin à la crispation que le nôtre, cette dimension est très nécessaire. Il est également fort nécessaire de comprendre que l'on peut être européen de manières très différentes, qu'il n'y en a pas de bonnes ni de mauvaises, mais que ces différentes manières d'être européen ne nous empêchent pas d'avoir beaucoup de choses en commun. C'est ce que j'aimerais que l'on comprenne en Espagne. J'ai contribué à faire un tronçon de ce chemin, tout comme mon père l'a fait avant moi et comme d'autres viendront pour faire d'autres tronçons. C'est là le sens de ce que j'enseigne à l'université, de ce que je publie et de ce que je transmets dans mes conférences. Tout cela sert à expliquer aux gens que ce chemin est long mais aussi qu'il est beau et qu'il finira par offrir une meilleure qualité de vie aux Espagnols.

[Cristina Blanco Sío-López] D'accord. Merci beaucoup pour cette contribution dont nous avons tant appris, qui nous a apporté tant de connaissances et qui, en même temps, nous a fait découvrir des défis inconnus. Votre témoignage nous ouvre la voie des nouveaux défis d'une Europe où vous avez laissé une empreinte claire. La construction européenne étant un processus continu, nous espérons pouvoir suivre cette voie en marchant sur les pas de personnes comme vous, qui nous laissent un important héritage en la matière. Encore une fois, merci beaucoup, Monsieur Gil-Robles.

[José María Gil-Robles y Gil-Delgado] C'est moi qui vous remercie.

